

PLANÈTE SÉISMES ET TREMBLEMENTS DE TERRE

Le Venezuela confronté à l'« énorme défi logistique » du traitement des décombres du séisme

Le double tremblement de terre du 24 juin dans le nord du pays a généré plus de 2,1 millions de tonnes de débris, selon les Nations unies. Après l'apparition de sites de dépôt de gravats sur le littoral, les organisations de défense de l'environnement dénoncent une pollution des écosystèmes côtiers.

Par Jean-Michel Hauteville (Caracas, La Guaira et Naguayata [Venezuela], envoyé spécial)
Publié le 24 juillet 2026 à 11h30 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Des déchets et décombres provenant des bâtiments effondrés lors des séismes du 24 juin déversés sur la plage, et fouillés par des habitants à la recherche de ferraille, à Tanaguarena (Venezuela), le 8 juillet 2026. MIGUEL MEDINA/AFP

Un terrain vague aux airs de décharge sauvage défigure le littoral sur plusieurs centaines de mètres, aux abords de la route qui longe la côte entre les villes de La Guaira et Naiguata, dans le nord du Venezuela. L'enchevêtrement de blocs de béton, de tiges de métal tordues et de quantité d'autres débris de construction qui s'y accumulent, visiblement depuis peu, suggère qu'il s'agit de décombres du double séisme – de magnitude 7,2 et 7,5 – qui a frappé la région le 24 juin et provoqué l'effondrement de plusieurs centaines de bâtiments à La Guaira, capitale de l'Etat du même nom, et dans les localités voisines. Ces gravats ont été déposés là, sur l'étroite bande côtière, enserrée entre une falaise aride et les rouleaux turquoise de la mer des Caraïbes.

Armés de pioches, couverts contre les rayons ardents du soleil de la mi-journée, une poignée de résidents des environs inspectent le site, à la recherche de matériaux à revendre. *« Du cuivre, de l'aluminium, ou n'importe quoi ayant de la valeur »*, explique Ruben Blanco, 56 ans. Depuis la catastrophe qui a causé plus de 5 300 morts et 16 700 blessés selon le bilan toujours provisoire des autorités vénézuéliennes mis à jour le 22 juillet, *« il n'y a pas de boulot »*, maugrée ce maçon originaire de la ville de Naiguata. Ce père de famille assure avoir pu, grâce aux revenus de cette activité d'appoint, *« donner un petit quelque chose aux enfants »*. *« Il y a tant de décombres : ou va-t-on les mettre ? Ici, c'est très bien*, dit-il dans un haussement d'épaules. *De toute façon, tous les égouts de Caracas se déversent dans la mer, donc c'est déjà pollué. »*

Cet avis est loin de faire l'unanimité dans le pays d'Amérique du Sud. Malgré la tristesse et le deuil qui accablent de nombreux Vénézuéliens, l'image de ces débris déversés sur plusieurs sites du littoral rocheux de La Guaira, a provoqué un tollé. La pollution a commencé *« cinq ou six jours »* après le séisme, affirme Jesus Castillo, 23 ans, rencontré dans un parc de Caracas. *« On s'est rendus sur place et on a constaté qu'en effet, des débris étaient déchargés là, tous les jours »*, indique ce guide touristique originaire de la capitale vénézuélienne, très actif sur les réseaux sociaux. Le jeune homme, qui a perdu des proches dans le séisme et a grossi les rangs des nombreux secouristes bénévoles, a publié sur Instagram des vidéos pour *« dénoncer cette atteinte à l'environnement »*.

« Conséquences écologiques »

De nombreuses organisations écologistes sont également montées au créneau. *« Nous condamnons fermement le déversement anarchique de gravats et de déchets dangereux sur les plages de La Guaira »*, écrivait la Fundacion Azul Ambientalistas (Ecologistes bleus) sur Instagram le 13 juillet. *« Des engins de chantier rejettent à la mer des matériaux tels que des fers à béton, des métaux, des plastiques, des transformateurs et des produits chimiques »*, détaillait encore cette association. *« Ce qui, à l'origine, était une catastrophe naturelle [se transforme], en raison de l'activité humaine démesurée et inconsciente, en une catastrophe environnementale, avec des conséquences écologiques à moyen et long terme »*, s'insurge, au téléphone, Gustavo Carrasquel Parra, le président d'Azul Ambientalistas.

L'organisation La Terre se réchauffe, tout en reconnaissant *« l'urgence, la complexité et l'énorme défi logistique que représente l'enlèvement des décombres des infrastructures effondrées »*, a également dénoncé, dans un communiqué, *« une grave erreur technique, environnementale et sociale »* qui risque d'entraîner *« une crise écologique et sanitaire d'une ampleur irréversible »*.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

Du point de vue de Gustavo Carrasquel Parra, les pouvoirs publics sont complices. *« J'ai une vidéo réalisée par un de nos amis et publiée sur les réseaux sociaux, où l'on voit un camion-benne portant le logo de PDVSA »*, assure le militant, qui met en cause l'influente compagnie pétrolière, détenue par l'Etat vénézuélien. L'entreprise publique *« prête ses machines et son matériel pour que ces déchets finissent dans les écosystèmes marins côtiers »*, s'offusque-t-il.

Les autorités boliviennes ont répondu avec véhémence. Dans un communiqué, publié sur son compte X le 13 juillet, le ministère de l'écosocialisme vénézuélien décrétait la *« tolérance zéro »* contre les *« délits environnementaux »* sur le littoral. Le 17 juillet, devant les caméras de la chaîne publique Venezolana de Television, Nelson Rodriguez, le détenteur de ce portefeuille ministériel, dénonçait *« plusieurs canulars »* diffusés sur les réseaux sociaux et accusait les défenseurs de l'environnement de *« mentir »*. Le Venezuela a une *« culture de la protection de l'environnement »*, a réaffirmé le ministre, rappelant que les aires protégées couvrent *« 58 % du territoire national »*.

« Substances toxiques »

Le gouvernement a créé, dans le cadre du programme de reconstruction baptisé « Le Venezuela renaît », 11 sites consacrés au dépôt des décombres du séisme sur le territoire de l'Etat de La Guaira. Ce nombre devrait être porté à *« 15 ou 16 »*, a souligné M. Rodriguez, qui a également affirmé que les autorités avaient nettoyé plus de 8 700 tonnes de débris au cours des trois premières semaines après la catastrophe.

Cette quantité est néanmoins dérisoire. La masse de décombres générés par la double secousse du 24 juin, initialement évaluée à 1,2 million de tonnes, a été revue à la hausse : selon le gouvernement et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), il faudra traiter 2,1 millions de tonnes de résidus, dont 1,5 million de tonnes de gravats. *« Et ce chiffre va probablement augmenter, car certains bâtiments sont encore debout mais vont devoir être démolis »*, avertit Joaquín Benítez Maal, directeur du département du développement durable à l'Université catholique Andrés-Bello de Caracas et membre de l'Académie nationale vénézuélienne d'ingénierie de l'habitat. *« C'est un défi logistique immense »*, poursuit-il : à raison de 600 tonnes déblayées quotidiennement – le maximum atteint à ce jour selon le ministère de l'environnement –, *« on en aura pour huit ans »*.



A La Guaira (Venezuela), le 2 juillet 2026. ALEJANDRO CEGARRA POUR « LE MONDE »

Les partenaires internationaux du Venezuela, sous l'égide des Nations unies, ont apporté jusqu'ici une aide cruciale pour « *trouver des solutions et des ressources* » afin de venir à bout de cette montagne de gravats « *dans le respect des normes* », précise l'universitaire. Par ailleurs, l'emballlement autour du risque de pollution du littoral a incité les autorités à « *prendre au sérieux la nécessité de bien gérer cette situation* », ajoute le professeur Benitez Maal. L'expert préconise de recycler les matériaux réutilisables – « *les deux tiers du total* », selon lui – et de « *neutraliser et d'éliminer, conformément à la réglementation* », les déchets contaminés. Pour ces derniers, il convient de les « *acheminer vers des décharges, ou, pour certaines substances liquides, de les incinérer dans des fours à ciment* », précise-t-il, soulignant que ces pratiques sont « *encouragées dans le monde entier après des séismes* » et ont été mises en œuvre « *au Japon et en Turquie, avec plus ou moins de succès* ».

Malgré cette marche arrière des autorités quant au dépôt de gravats sur la côte, « *le mal est fait* », déplore Dulce Nathalie Arocha Pérez, professeure de biologie à l'Université centrale du Venezuela et membre de La Terre se réchauffe. Outre le béton, les débris contiennent « *des substances toxiques, des tuyaux en PVC* », qui sont, par endroits, « *déjà entrés en contact avec la mer* », et ont produit des « *réactions chimiques* » nocives pour le milieu marin. En outre, les « *courants océaniques* » qui circulent le long de la côte de La Guaira emporteront cette pollution vers « *d'autres écosystèmes fragiles* », ajoute cette spécialiste en biologie marine. Selon elle, il faut faire œuvre de pédagogie auprès de la population. « *Au Venezuela, pays pourtant si riche en biodiversité, il n'y a pas de sensibilisation en matière de protection du milieu naturel* », regrette la professeure Arocha Pérez.

Lire aussi | [Au Venezuela, des centaines de milliers de sinistrés ont besoin d'aide humanitaire après les séismes : « On n'a plus aucun revenu »](#)

Jean-Michel Hauteville (Caracas, La Guaira et Naiguata [Venezuela], envoyé spécial)

Le Monde Boutique

[Découvrir](#)

Soldes

Une large sélection à prix réduits



Collection *Le Monde des livres*

Serviette de plage, pochette, sac cabas et casquette.



Sudoku n°1

Les grilles de Sudoku - n°1

[Voir plus](#)